

Bulletin Oeconomia Humana

février 2011, volume 9, numéro 2

Aristote peut-il nous enseigner quelque chose sur la crise?

Par **Bernard Girard**, chercheur associé à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.

Catégorie: Éthique et économie.

Chacun sent bien que la crise économique et financière que nous traversons a aussi une dimension morale. Trop d'acteurs ont menti, triché, volé, escroqué pour que l'on puisse faire l'économie de son analyse. Mais comment procéder? Toutes les tentatives faites en ce sens ont paru insuffisantes voire complaisantes. Dire, comme Alan Greenspan, l'ancien président de la FED, la banque centrale américaine, que la chute des marchés tient à la cupidité de quelques centaines ou milliers d'opérateurs et de responsables est un peu court. Ne mettre l'accent que sur les défauts de caractère de quelques-uns n'est pas satisfaisant. Ne serait-ce que parce qu'on ne voit pas bien pourquoi ces responsables auraient été plus avides ces dernières années que dans la période précédente? Rien ne leur interdisait de se comporter de manière plus conforme à ce qu'exige la morale ordinaire.

Ces dérives morales ont pris trois grandes formes :

- l'enrichissement de quelques-uns, cadres supérieurs et dirigeants de grandes entreprises, par appropriation des richesses produites par la collectivité grâce à des systèmes de rémunération ad hoc, - le refus de participer au financement des dépenses collective grâce à une évasion fiscale organisée de manière systématique, - l'incitation à des prises de risques inconsidérés avec l'attribution de crédits à des emprunteurs qui n'étaient pas solvables.

Aucune de ces dérives n'est nouvelle. Ce n'est pas qu'il y ait eu escrocs ni que des gens bien placés aient fait preuve de cupidité qui étonne, c'est après tout assez banal, mais qu'ils aient été si nombreux à se comporter de la sorte sans la moindre mauvaise conscience. Pourquoi des comportements qui sont, dans une "bonne" société, le fait d'une petite minorité se sont-ils ces quinze dernières années multipliés jusqu'à conduire à l'effondrement du système?

Pour comprendre ce qui s'est produit, peut-être faut-il se tourner vers la philosophie morale et plus précisément vers l'un de ses premiers théoriciens : Aristote. Plus proche de notre vécu que les théories déontologiques à la Kant, plus attentive aux intuitions de

chacun que les théories conséquentialistes, sa psychologie morale peut nous aider à comprendre ce qui s'est produit et peut même nous donner des pistes pour agir.

L'auteur de l'Éthique à Nicomaque et de l'Éthique à Eudème distingue les ignorants, comme les enfants, qui ne savent pas distinguer le bien et le juste, de ceux qui savent ou qui devraient savoir et sont donc responsables de leurs actes. Ceux-là, dit-il, peuvent adopter l'une ou l'autre de ces quatre attitudes : - l'intempérance, comportement de ceux qui ne font pas la différence entre ce qui est juste et ce qui ne l'est pas et qui agissent donc sans se préoccuper de la morale, - l'incontinence, comportement de ceux qui savent où est le bien et le juste et qui, cependant, se comportent autrement, par faiblesse de la volonté, impulsivité ou erreur de raisonnement, - la continence, comportement de ceux qui savent se maîtriser et respectent la règle même quand leurs désirs les pousseraient à faire autrement, - la tempérance que l'on rencontre chez ceux qui se comportent naturellement, sans réserve ni combat, de manière bonne ou juste et savent, face à une situation nouvelle, trouver le bon comportement. A ce titre, ils sont un exemple pour nous tous.

Le bien et le juste dont parle Aristote ne sont pas des lois universelles a priori, comme chez Kant ("Agis de façon telle que tu traites l'humanité, aussi bien dans ta personne que dans tout autre, toujours en même temps comme fin, et jamais simplement comme moyen") mais des règles qui permettent de bien vivre ensemble dans la cité. Ces règles peuvent varier selon le contexte, selon la constitution - ce ne sont pas les mêmes dans une monarchie et dans une république-, mais elles mettent, dans tous les cas, l'accent sur ce que chacun doit à la communauté sans laquelle nous ne saurions bien vivre [1].

S'appuyant sur ce modèle, on peut interpréter ce qui s'est passé comme le glissement d'une partie des élites d'une oscillation entre continence et incontinence à l'intempérance. Si, hier, ces dirigeants hésitaient entre respecter la loi et la violer, entre s'enrichir aux dépens d'autrui ou contribuer, par une meilleure distribution des richesses de l'entreprise ou par l'impôt, au bien commun, si, en d'autres mots, ils se posaient des questions morales, ils se sont ces dernières années massivement tournés vers l'intempérance, se souciant comme d'une guigne de l'intérêt de la communauté. Autrement dit, ce qui distingue les dirigeants de ces dernières années de leurs prédécesseurs n'est pas qu'ils aient abusé de la situation mais qu'ils l'aient fait en toute bonne conscience, sans la moindre honte, sans se cacher comme s'il était devenu juste de s'enrichir sans frein quand d'autres s'appauvrissaient. L'évasion fiscale pleinement assumée alors même que les inégalités augmentaient ont été un symptôme de cette dérive. Mais pourquoi ce glissement? Pourquoi ce qui était hier jugé scandaleux est-il devenu toléré, accepté, conseillé voire recommandé?

La manière dont Aristote envisage la formation de la personnalité morale peut, là encore, nous aider. Nous ne naissions pas, dit-il en substance, vicieux ou vertueux, nous le devenons : "Si (la vertu) est intellectuelle, c'est en grosse part à l'enseignement qu'elle doit de naître et de croître (...) Mais si elle est morale elle est le fruit de l'habitude. C'est même de là qu'elle tient son nom moyennant une petite modification du mot ethos."^[2] Jeunes gens, c'est l'éducation qui nous enseigne la morale. Plus tard, ce sont nos actes qui

décident de ce que nous sommes. Plus nous prenons l'habitude de faire certaines choses, plus nous les faisons facilement. C'est notre caractère que nous formons au travers de nos actes : "C'est en exécutant des actes justes que nous deviennent justes, des actes tempérants qu'on devient tempérants et des actes courageux qu'on devient courageux." [3] C'est, de manière symétrique, en commettant des actes injustes que l'on devient intempérant... En un mot, "il y a similitude entre les actes et les états qui en procèdent." [4]

Banquiers, cadres dirigeants et grands patrons ont pris ces dernières années de mauvaises habitudes. Ceux qui se posaient encore des questions ont cessé de le faire. S'enrichir, fut-ce aux dépens des autres, est devenu leur premier souci. Et garder pour eux ce qu'ils avaient gagné, plutôt que de le redistribuer au travers de l'impôt, est devenu leur objectif. Ces cadres dirigeants ont pris d'autant plus facilement ces mauvaises habitudes que l'on s'est évertué à leur faciliter la tâche et à effacer tout ce qui pouvait leur rester de mauvaise conscience.

Plusieurs facteurs ont contribué à cela :

- des règles de fonctionnement de l'économie qui incitent à la cupidité et à la recherche de la satisfaction de l'intérêt personnel aux dépens de l'intérêt collectif. Les méthodes de rémunération des dirigeants utilisées dans de nombreuses entreprises en sont une bonne illustration. Elles ont permis à quelques-uns de s'approprier en toute bonne conscience l'essentiel des richesses produites par les entreprises qu'ils dirigeaient alors même que les salaires de la plupart des salariés stagnaient ou diminuaient, - un économisme ambiant qui a fait de la poursuite de l'intérêt personnel l'alpha et l'oméga de toute vie réussie (qui ne se souvient de l'admirable aveu de Séguéla : « qui n'a pas une Rolex n'a pas réussi sa vie? ») et qui a, là encore, fait sauter les obstacles à l'enrichissement personnel qu'aurait pu mettre le souci du bien-être collectif, - des programmes politiques qui à force de le critiquer ont fini par déconsidérer l'impôt et justifier l'évasion fiscale sous toutes ses formes. S'il est vrai que trop d'impôt tue l'esprit d'initiative comme on nous l'a dit et répété, pourquoi avoir honte d'aller s'installer en Belgique ou en Suisse là où l'on en paie moins et où l'on aurait plus de chance de se réaliser?

Il suffit de relire la littérature économique de ces dernières années pour voir combien les dirigeants ont pu trouver chez les meilleurs auteurs de "bonnes raisons" d'agir comme ils l'ont fait : bien loin de souligner les inconvénients pour la communauté de leurs comportements, les économistes n'ont eu de cesse de les justifier au nom de leur rationalité (celle de l'agent économique attaché à poursuivre ses intérêts personnels), de leur légitimité (les dirigeants de grandes entreprises prenant plus de risques, il serait normal qu'ils perçoivent des rémunérations toujours plus importantes) et de leur efficacité (ce serait un moyen de sélectionner les meilleurs dirigeants). Et, à force de lier leurs rémunérations aux seuls bénéfices des actionnaires, les entreprises ont, de leur côté, tout fait pour inciter les dirigeants à poursuivre leur enrichissement personnel.

Demander à Aristote, qui vivait au quatrième siècle avant Jésus-Christ, de nous donner des conseils pour sortir d'une crise contemporaine pourrait paraître incongru. Ce l'est sans doute, mais il est sur deux points moderne, plus moderne que les moralistes qui se situent

dans la tradition chrétienne. En effet, il fait une place à la différence : «Tout être capable de vivre son propre dessein doit se fixer un but pour bien vivre : honneur, gloire, richesse ou culture et les yeux fixés sur lui, il posera tous ses actes (...) Il faut donc avant tout déterminer en soi-même, sans précipitation et sans négligence, ce qui en nous constitue le bien-vivre et ce sans quoi les hommes ne sauraient y accéder.» [5] Et, nuance importante pour ce qui nous intéresse, il ne méprise pas la richesse et ne prône pas la frugalité. Le luxe n'est pas à ses yeux corrupteur. Bien au contraire. Il faut être riche pour pouvoir être généreux et magnanime, deux vertus importantes à ses yeux. Il le faut pour trouver le temps de participer aux délibérations politiques qu'ils mettait au tout premier plan. Ce n'est donc pas l'enrichissement lui-même qui fait problème, c'est l'indifférence au bien commun. C'est l'oubli de ce qui est juste et bon que l'on peut reprocher à tous ceux qui ont abusé de leur position pour s'enrichir.

Aristote ne nous donne évidemment pas de solution pour nous sortir de cette crise et éviter le retour de crises comparables, mais son insistance sur le rôle des habitudes et de l'éducation dans la formation du caractère devrait retenir notre attention.

Une fois prises, les habitudes ne se changent pas facilement : ceux qui en ont pris de mauvaises les gardent longtemps tant elles sont devenues partie de leur caractère. Comme le dit Aristote, "Impossible ou du moins pas facile, quand elles sont attachées de longue date aux traits du caractère, de transformer des conduites par un argument." [6] En d'autres termes, il ne suffit pas de leur dire qu'ils ont eu tort et de leur expliquer pourquoi pour modifier leurs comportements. Ce dont on peut conclure qu'il n'y a rien à attendre des chartes éthiques et autres autorégulations chères au Medef.

Cette réflexion sur la persistance des habitudes devrait également nous amener à nous interroger sur la confiance à accorder aux hommes en place à la tête des entreprises. Peuvent-ils, alors qu'ils ont pris un si mauvais pli, retrouver le sens de ce qui est bien et juste pour la communauté? Si l'on en doute, alors il faut réclamer un renouvellement rapide des élites économiques.

À défaut de changer ceux qui se sont si mal conduits, peut-être faudrait-il favoriser le développement de bonnes habitudes et éliminer tout ce qui a favorisé les dérives. Cela passe par la modification des règles qui favorisent la cupidité, notamment en matière de rémunération des cadres dirigeants, mais aussi par l'éducation des plus jeunes et, d'abord, de ceux qui sont appelés à devenir des cadres dirigeants. La manière dont nous enseignons l'économie dans les écoles de commerce devrait être revue. L'accent est aujourd'hui mis sur des théories qui n'envisagent que des agents rationnels attachés à la seule poursuite de leur intérêt personnel, ce qui est une simplification abusive, comme l'ont montré encore tout récemment les travaux de Jon Elster [7]. Il nous arrive aussi d'agir de manière désintéressée. Cet apprentissage a certainement contribué à décomplexer les plus cupides et les plus égoïstes : ils ne faisaient jamais que se comporter comme les acteurs de leurs manuels. Les professeurs d'économie devraient se souvenir que leur discipline est aussi, comme le disait Amartya Sen qui reçut un prix Nobel d'économie, une science morale [8], c'est-à-dire une science des liens sociaux.

Ce détour par la philosophie morale et par Aristote ne permettra certainement pas de résoudre les problèmes qu'a créés la crise, mais il rappelle que même dans un univers dominé par les modèles mathématiques ce sont des hommes qui prennent des décisions et que celles-ci ont aussi une dimension morale, c'est-à-dire sociale.

Références

- 1.Les politiques, I, 2, 1252b
- 2.Ethique à Nicomaque, II, 1, 1103 a 8-19
- 3.Ethique à Nicomaque, II, 1103 b1
- 4.Ethique à Nicomaque, II, 1103 b20
- 5.Ethique à Eudèmes, I, 2, 1914 b, 6
- 6.Ethique à Nicomaque, X 1179 b 15
- 7.Jon Elster, Le désintéressement, Seuil, 2009
- 8.L'économie est une science morale, 2004

Note: Cet article a fait l'objet d'une première publication en juin 2009 sur le [knol de Bernard Girard](#).